



**Autolib' Métropole**  
2 rue Jean Lantier  
75001 Paris  
Tél : 01 80 18 92 00  
www.autolibmetropole.fr



## **DELIBERATION 2016 01 – Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2016**

### **Séance du Comité syndical du 11 février 2016**

Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'un débat sur les orientations budgétaires est obligatoire dans les syndicats mixtes incluant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, et qu'il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif, dans les conditions fixées par l'article 16 du règlement intérieur ;

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget primitif 2016 ;

Sur le rapport de la présidente figurant en annexe ;

**Le Comité syndical, après en avoir débattu,**

**PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget primitif 2016 du syndicat mixte Autolib' Métropole.



La Présidente,  
Marie-Pierre de la Gontrie



## **DÉLIBÉRATION 2016 01 – Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2016**

**Séance du Comité syndical du 11 février 2016**

### **EXPOSE DES MOTIFS**

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit un débat dans les deux mois précédant l'adoption du budget. Le rapport annexé a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2016.

Il est prévu d'approuver le compte de gestion 2015, le compte administratif 2015, de voter le report d'affectation et de voter le budget primitif 2016 lors de la séance de mars 2016.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en prendre acte.

La Présidente



**Autolib' Métropole**  
2 rue Jean Lantier  
75001 Paris  
Tél : 01 80 18 92 00  
[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

## **ANNEXE**

### **Rapport de la Présidente sur les orientations budgétaires 2016**

L'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit un débat dans les deux mois précédant l'adoption du budget. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2016.

Il est prévu d'approuver le compte de gestion 2015, le compte administratif 2015, de voter le report d'affectation et de voter le budget primitif 2016 lors de la séance de mars prochain, en accord avec les services de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France.

#### **Rappel du contexte financier du Syndicat Mixte**

Comme cela a été rappelé lors du précédent débat d'orientations budgétaires, le budget d'Autolib' Métropole enregistre peu de recettes « définitives ». En effet, la majeure partie des dépenses et des recettes sont des opérations transitoires entre les collectivités membres et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie reçues puis reversées).

Ainsi, les seules recettes définitivement acquises par le Syndicat sont les redevances des 80 stations financées grâce à une subvention de la Région Ile-de-France, les redevances des 133 stations financées directement par le Syndicat, les cotisations des nouveaux membres et la redevance pour frais de contrôle versée annuellement par le délégataire. Au total, le produit de ces recettes s'élève à environ 1,3 M€ par an.

Par ailleurs, le Syndicat rembourse un prêt de 18M€ à hauteur de 1,8 M€ par an en capital, assorti d'intérêts dégressifs d'un montant de 0,533 M€ en 2016. Grâce à cet emprunt, le Syndicat a pu financer les 133 stations précitées, et a aussi permis de préfinancer les stations des collectivités ayant opté pour un financement par étalement (95 stations).

A noter que pour l'ensemble des opérations comptables (système de l'étalement, encaissement et reversement des redevances, etc.), le Syndicat ne demande pas de frais de gestion aux collectivités membres.

#### **Les équilibres financiers de la DSP et des comptes du Syndicat mixte**

Comme évoqué également lors du dernier débat d'orientations budgétaires, le modèle économique du Syndicat mixte est actuellement en questionnement pour l'avenir, après :

- Le non-versement d'une subvention de l'ADEME à hauteur de 4 M€, au motif que le Syndicat mixte avait fait le choix de recourir à une DSP plutôt que d'exploiter le service Autolib' en régie directe. Cette subvention aurait permis de financer 80 stations dont les redevances auraient été versées au Syndicat mixte, au même titre que les stations financées par la Région (350 k€/an).
- La non-réalisation de la redevance d'exploitation prévue à l'article 43.2 de la convention de DSP, versée contractuellement dès constatation de résultats d'exploitation cumulés positifs dans les comptes du délégataire. Selon le plan d'affaires initial (annexe A8-4 de la convention de DSP), cette redevance, correspondant à 10% du chiffre d'affaires, devait intervenir dès l'exercice 2018 à hauteur de 5,2M€, pour un total de 26 M€ entre 2018 et 2022. Après actualisation du plan d'affaires par le délégataire, le partage de résultats n'interviendra pas avant la clôture du contrat en 2023, eu égard aux résultats qui restent déficitaires de manière cumulée jusqu'à cette échéance.

Cette situation nous oblige à intervenir à 2 niveaux :

- En premier lieu, auprès du délégataire afin de trouver avec lui les conditions d'une optimisation de l'exploitation du service, afin que la dégradation constatée depuis la mise en œuvre du service puisse, *a minima* être jugulée de telle sorte que les prévisions retrouvent des équilibres acceptables. Il est rappelé sur ce point que la convention de délégation de service public prévoit qu'en cas de rupture du Grand équilibre (projection du résultat final en fin de concession accusant un déficit supérieur à 60 M€), le Syndicat devra contribuer à son rétablissement.
- En deuxième plan, en ce qui concerne la projection financière pluriannuelle du Syndicat afin qu'il puisse également faire face aux équilibres futurs. Comme indiqué l'année dernière, le Syndicat a enregistré des résultats excédentaires lors des premières années, notamment du fait du versement des cotisations des collectivités membres les 3 premières années. Cependant ces excédents se réduisent progressivement. A ce stade, l'équilibre budgétaire du Syndicat mixte est préservé jusqu'en 2019.

Sur ces deux points, l'objectif est bien de trouver aujourd'hui les réponses nécessaires pour éviter à moyen terme une situation financière déséquilibrée, s'agissant en premier lieu des résultats de la DSP et de manière induite, en ce qui concerne les comptes du Syndicat mixte.

**S'agissant des comptes de la DSP**, un travail de fond a été entrepris pour fiabiliser les comptes et les projections financières établis par le délégataire.

Des discussions se sont déroulées tout au long de l'année 2015 et ont permis de revoir un certain nombre de charges imputées sur les comptes de la délégation : amortissements (revus à la baisse), charges (indemnités de licenciement, diminution du coût des assurances) désormais exclues, fiabilisation des projections, versement de « subventions commerciales » par la mutualisation des outils informatiques développés initialement par la Société Autolib' et

également utilisés par les autres services d'autopartage à Lyon, Bordeaux et Londres (10 M€ sur 2014-2015 et, en prévision, 7 M€ en 2016), etc.

A ce stade, les discussions avec le délégataire se poursuivent et aboutiront à une nouvelle révision du plan d'affaires en juin 2016.

Pour ce qui est des produits, conformément à la délibération du 9 novembre 2015, l'augmentation des tarifs s'applique depuis le 1<sup>er</sup> février 2016.

Par ailleurs, les conditions de mise en œuvre d'activités connexes, sources de recettes publicitaires sont également à l'étude. Une charte fixant les modalités des partenariats commerciaux sera proposée aux élus afin d'en valider les principes, dans le respect des valeurs du service public.

**S'agissant des comptes du Syndicat mixte**, des pistes complémentaires avaient été évoquées lors du DOB 2015, telles que la mise en place de frais de gestion par station, l'augmentation des cotisations d'adhésion, la refonte du dispositif pour les stations financées par le syndicat (étalement), le transfert de patrimoine ayant pour conséquence l'abandon des redevances d'occupation du domaine public par les villes au profit du Syndicat mixte. Elles restent d'actualité.

Il est ainsi envisagé d'augmenter en 2016 la contribution obligatoire des nouvelles collectivités adhérentes, fixée aujourd'hui à 2 000 euros par station en 2015. Cette contribution pourrait atteindre 2 500 euros par station à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016. Il est rappelé que les premières villes à avoir adhéré au Syndicat mixte ont acquitté la cotisation trois années de suite (744 euros par an et par station). Cette cotisation est actuellement versée une seule fois, la première année d'adhésion.

### **Les projections financières pour 2016 :**

- **Le déploiement du service envisagé**

En 2015, 20 nouvelles communes ont rejoint Autolib' Métropole et 180 stations ont été construites. Il avait été prévu de réaliser environ 155 stations dans le BP 2015.

Au 31 décembre 2015, le Syndicat comptait 86 communes adhérentes et près de 100 000 abonnés actifs qui réalisent jusqu'à 123 500 locations par semaine. Plus les stations se développent en métropole, plus la part des abonnés hors Paris augmente ainsi que les déplacements en rocade, permettant ainsi l'accès à un service écologique et économique qui se déploie progressivement grâce à l'adhésion des nouvelles villes.

1047 stations sont implantées sur le territoire métropolitain au 31 décembre 2015. Il est prévu de réaliser en 2016 environ 80 stations supplémentaires, prévisions qui restent à affiner selon la faisabilité technique des projets et l'arrivée de nouvelles villes adhérentes (une vingtaine envisagée). Les stations supplémentaires se décomposeraient de la manière suivante :

- sur voirie : 50 stations, principalement en dehors de Paris,
- en parking : 30 stations, dont 20 à Paris

- **Les prévisions de recettes 2016**

Comme en 2015, les recettes 2016 d'Autolib' Métropole proviendront essentiellement :

- de la redevance pour frais de contrôle versée par le délégataire,
- du remboursement des annuités versées par les villes au syndicat qui ont opté pour l'étalement dans le cadre du remboursement du prêt,
- des indemnités de superposition d'affectation versées par le délégataire,
- des subventions d'investissement versées par les villes pour le financement des stations,
- des contributions versées par les villes lors de leur adhésion,
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées.

- **Les prévisions de dépenses 2016**

Les dépenses d'Autolib' Métropole seront constituées essentiellement en 2016 :

- du versement au délégataire des subventions d'investissement en fonction de la réception des stations,
- du remboursement de l'annuité du prêt (capital et intérêts),
- des frais de fonctionnement du syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers),
- des études et honoraires nécessaires au contrôle du délégataire et de la sécurisation juridique et financière des décisions du Syndicat,
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- du reversement aux collectivités des indemnités de superposition d'affectation 2015.

A noter que les efforts pour générer des économies se poursuivent. Ainsi le Syndicat a déménagé pour réduire son loyer et le coût de certaines prestations (économie annuelle estimée à 40 000 euros).

- **L'équilibre du budget**

Au 31 décembre 2014, le résultat cumulé (investissement et fonctionnement) incluant les restes à réaliser s'élevait à 10,9 M€.

L'estimation du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2015, est de 6,3 M€.

Ce montant sera nécessaire à la poursuite de la politique d'investissement en 2016 qui, comme indiqué précédemment, prévoit la réalisation de 80 nouvelles stations. Ces stations généreront environ 4,5 M€ de subventions versées par les collectivités pour une somme identique à reverser au délégataire. Le déficit d'investissement devrait s'élever à environ 2 M€ en tenant également compte du remboursement en capital (1,8 M€) de la 5ème année du prêt.